

Questions orales

● (1130)

L'ÉCONOMIE**L'INCIDENCE DES POLITIQUES GOUVERNEMENTALES—
L'EXAMEN DES MESURES RELATIVES À L'OBLIGATION POUR
L'EXPANSION DE LA PETITE ENTREPRISE**

Mlle Pat Carney (Vancouver-Centre): Madame le Président, je voudrais poser une question au ministre des Finances. A en juger par les déclarations qu'il a faites aujourd'hui, on est porté à croire qu'il ne voit pas le rapport qui existe entre ses programmes économiques et la guerre économique localisée que ces derniers ont déclenchée dans l'économie canadienne. Le ministre ne se rend-il pas compte que ses programmes acculent certaines entreprises à la faillite, font augmenter les prix des aliments, coûtent leur emploi à certains travailleurs et mettent les maisons hors de portée des consommateurs? Est-il borné à ce point ou manque-t-il simplement de compassion?

L'hon. Allan J. MacEachen (vice-premier ministre et ministre des Finances): Dans son entrée en matière, madame le Président, le député a lié les taux d'intérêt actuels aux programmes qu'applique notre gouvernement ou la Banque du Canada. C'est à tort qu'elle fait ce lien car nos programmes ne sont pas susceptibles d'entraîner une telle hausse des taux d'intérêt mais plutôt ceux de la Federal Reserve Bank des États-Unis. Il suffit d'observer la situation pour la constater. Je ne pense pas qu'on aide les Canadiens à comprendre la gravité de la situation économique actuelle en faussant et en dénaturant les faits comme l'ont fait hier et aujourd'hui les députés de l'opposition.

Mlle Carney: Madame le Président, le ministre des Finances vient de montrer qu'il ne comprend pas les réalités élémentaires de la vie économique canadienne. Il est vrai que les taux d'intérêt sont partiellement fonction des influences extérieures, comme il l'avait déjà dit, mais ils reflètent également la politique suivie par le Canada en matière d'inflation et de déficits budgétaires.

Je vais lui en donner un exemple précis. Les membres du secteur financier m'informent que l'obligation pour l'expansion de la petite entreprise, qui offre une certaine protection aux petits hommes d'affaires et les met à l'abri dans une certaine mesure de la montée des intérêts, est beaucoup trop rigide et d'une durée beaucoup trop brève pour être utile. Le ministre va-t-il donner instructions à ses services d'examiner la loi d'où est issue cette obligation pour y apporter éventuellement les modifications propres à mieux aider les petites entreprises?

M. MacEachen: Madame le Président, je dois faire remarquer au député que malgré les pressions qui s'exercent sur notre monnaie et sur nos taux d'intérêt, nous avons au Canada des taux de base ou des taux à court terme qui sont actuellement inférieurs de 3 p. 100 environ aux taux américains.

M. Crosbie: Ils sont quand même intolérables.

M. MacEachen: Comment voulez-vous que l'économie canadienne se décroche de la planète...

M. Crosbie: Décrochez donc, vous-même!

M. Kempling: Et sans parachute!

Mr. MacEachen: ... ou que les Canadiens s'excluent de l'économie mondiale? C'est pourtant cela que voudraient nous conseiller les primitifs de l'économie qui siègent dans l'opposition. Ils devraient pourtant être plus avisés, et faire pénitence en ce 12 décembre 1980 pour leurs fautes d'il y a un an et leur manque d'intelligence.

* * *

LE DÉVELOPPEMENT SOCIAL**LA SUPPRESSION DES PRESTATIONS ACCORDÉES AUX
AUTOCHTONES**

M. John Kushner (Calgary-Est): Madame le Président, ma question s'adresse au ministre des Finances. Elle a trait au programme fédéral des services sociaux destinés aux autochtones du Canada. Le ministre a-t-il l'intention de priver les autochtones qui vivent à l'extérieur des réserves des prestations prévues par les programmes sociaux, pour refiler aux gouvernements provinciaux la responsabilité de payer la note et, le cas échéant, pour quelle raison?

L'hon. Allan J. MacEachen (vice-premier ministre et ministre des Finances): Madame le Président, il n'est pas dans les intentions du gouvernement et certainement pas dans les intentions du ministre des Finances de retirer aux programmes sociaux du Canada leur caractère prioritaire. Le député doit se rendre compte que sous l'administration du gouvernement actuel et des gouvernements libéraux antérieurs, le budget des programmes sociaux est passé de quelque 11 milliards de dollars à 33 milliards en moins de dix ans, accroissement spectaculaire qui témoigne de l'importance que nous accordons à l'amélioration de la situation sociale de tous les citoyens. Je puis assurer au député que notre parti s'intéresse vivement aux programmes sociaux. Si le parti conservateur était au pouvoir et avait appliqué la règle des 10 p. 100 établie par l'ancien ministre des Finances, nous aurions assisté à d'importantes restrictions dans le secteur du développement social.

M. Kushner: Madame le Président, je me demande si le ministre se rend vraiment compte de la situation actuelle dans ce secteur. De toute évidence, le ministre confirme par son attitude les conclusions du rapport du Vérificateur général, selon lesquelles le gouvernement a perdu le contrôle de la situation et les bureaucrates du ministère ne savent même plus quel est leur rôle. On peut se demander ce que le gouvernement s'apprête à retirer maintenant en conséquence de son incapacité à contrôler les dépenses? Le ministre peut-il vous assurer que le gouvernement ne supprimera pas le programme conçu à l'intention des autochtones qui vivent à l'extérieur des réserves?

M. MacEachen: Madame le Président, je n'ai pas une connaissance précise de cet élément de notre programme social. Le député devrait adresser cette question au ministre des Affaires indiennes.